

Douze économistes appellent à voter NON au référendum du 29 mai

Dans un ouvrage qui vient de paraître aux éditions L'Harmattan, douze économistes, universitaires ou chercheurs au CNRS, s'opposent au Traité établissant une Constitution pour l'Europe. Loin des arguments d'autorité, voire d'intimidation, qui voudraient escamoter toute discussion rationnelle, ils développent un argumentaire rigoureux à l'encontre d'un traité qui vise à imposer aux Européens un modèle économique unique, celui du marché sans entraves, et empêche l'émergence d'une Europe politique. N'en restant pas à la simple critique du texte soumis au référendum, ces économistes dressent un bilan détaillé des vingt dernières années de construction européenne. Ils proposent également des voies alternatives pour continuer le projet européen, aujourd'hui menacé de dissolution dans une zone de libre-échange.

Douze économistes contre le projet de Constitution européenne
éditions L'Harmattan, 160 pages, mai 2005 <http://econon.free.fr>

Pour signer l'appel : <http://econon.free.fr/appel.html>

APPEL

Economistes pour le « non »

Nous, économistes, votons, et appelons à voter « non » au projet de traité constitutionnel européen (TCE) pour deux raisons essentielles :

- il interdit de fait toute alternative aux politiques libérales ;
- il subordonne les droits sociaux au principe de concurrence.

La partie III (les politiques de l'Union) du texte soumis à référendum est une compilation des traités précédents. En votant « oui », les citoyens avaliseraient les politiques néo-libérales menées en Europe depuis vingt ans. Or le bilan de ces politiques est désastreux : elles ont été incapables de soutenir la croissance et l'emploi, et ont conduit à une régression sociale permanente (privatisation des services publics, déconstruction des systèmes de protection sociale, accroissement des inégalités et de la pauvreté).

L'insertion de la Charte des droits fondamentaux (partie II) dans le traité ne peut être interprétée comme une avancée. Les droits sociaux, souvent définis au rabais, se trouvent encadrés par les prescriptions contraignantes de la partie III. Toute logique volontariste d'harmonisation est explicitement exclue et le projet s'en remet, selon une logique profondément libérale, au libre jeu du marché pour assurer une telle harmonisation. En réalité, le TCE organise scrupuleusement une mise en concurrence des systèmes sociaux : en effet, au-delà d'un seuil critique d'hétérogénéité, qui a été dépassé avec l'élargissement, l'absence d'harmonisation par le haut signifie de fait l'harmonisation par le bas.

Toute la construction européenne repose sur l'hypothèse que seule la concurrence généralisée permet d'augmenter le bien-être des populations ! Or cette hypothèse est fautive. Tant l'histoire que le succès de certains pays européens actuels montrent la possibilité de configurations économiques performantes où la concurrence est restreinte et encadrée. C'est cette voie, qui allie efficacité économique et justice sociale, qu'il faut explorer de nouveau plutôt que de répéter, comme le fait le TCE, la pétition de principe libérale.

Mais la structure actuelle de la construction européenne empêche d'aller dans la direction que nous défendons. En effet, au niveau communautaire, tous les dispositifs institutionnels, et en particulier la répartition des domaines de compétence entre domaines soumis à la majorité qualifiée et domaines requérant l'unanimité des Etats membres, sont conçus pour que la construction européenne continue à avancer « en crabe » : très vite pour tout ce qui relève de l'orthodoxie libérale, à grand peine pour le social.

Au total, ce projet de traité est :

- anti-économique : il érige au statut de norme absolue des politiques dont nombre de pays européens ont fait l'expérience désastreuse depuis au moins deux décennies ;
- anti-social : il soumet les droits sociaux à un principe supérieur de concurrence ;
- anti-démocratique : il ferme toute possibilité de mener des politiques autres que libérales.

Enfin, ce projet est anti-européen : il déchire les tissus sociaux, jette les peuples les uns contre les autres par toutes les forces de la concurrence, et les conduit à un degré d'exaspération qui conduira fatalement à un rejet de l'idée européenne elle-même.

Les vrais européens ne sont pas ceux qu'on croit !